



PLAN DE TERRITOIRE

SECTEUR MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR

COMITÉ LOCAL DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

MARS 2026

Le développement social constitue un levier essentiel pour assurer la vitalité, l'équité et la qualité de vie des communautés. Sur le territoire de la MRC de la Vallée-de-l'Or, cette vision prend forme à travers une démarche concertée, ancrée dans les réalités des 3 pôles et portée par une volonté commune d'agir collectivement.

Le présent plan de territoire s'inscrit dans le cadre du programme FQIS et découle d'un processus de réflexion et de mobilisation réunissant des organismes communautaires, des tables locales où siègent divers partenaires institutionnels, communautaires et citoyens. Cette démarche collaborative a permis de mettre en lumière les enjeux, les forces et faiblesses ainsi que des pistes de solutions pour que chaque personne ou groupe de personnes ait la possibilité de s'épanouir pleinement.

Six priorités structurantes et porteuses de changements en découlent : le développement d'une offre de logement diversifiée et de qualité, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration du transport pour plus d'accès aux services, la prévention et l'intervention précoce ainsi que l'inclusion et la participation sociale des communautés. Chacune des priorités reflète une volonté d'agir de manière cohérente et intégrée afin de répondre aux défis actuels et futurs du territoire.

Ce plan constitue un cadre de référence pour orienter les actions collectives, favoriser la cohérence des interventions et optimiser l'utilisation des ressources, dans une perspective de développement durable et d'amélioration continue des conditions de vie de la population. Il mise sur la complémentarité des acteurs socioéconomiques du territoire à bâtir une communauté plus inclusive, solidaire, résiliente et vivante.

Il se veut un outil vivant, évolutif et perfectible, puisque les réalités sont parfois hétérogènes d'un pôle à l'autre et que les besoins sont en constante transformation. Il appelle donc à une adaptation continue, à l'écoute du milieu et à l'innovation sociale.

Se réunir est un début, rester ensemble est un progrès, travailler ensemble est la réussite! (Henry Ford)

Luce Audet, coordonnatrice Regroupement local des partenaires (RLP) jeunesse et membre du comité SA-SA

Isabelle Boucher, directrice générale de La Piaule et Repère 6/49

Ysabelle Lamarche, nutritionniste au CISSSAT et membre du comité SA-SA

Geneviève Mattson, directrice de Services Québec, bureaux de Val-d'Or et Senneterre

Sylvie Sabourin, directrice générale du Centre de prévention suicide de Senneterre et représentante du Regroupement des organismes communautaires (ROC)

Lise Sauvageau, directrice générale du Transport La Promenade

Nathalie Boucher, responsable du développement local, MRC de la Vallée-de-l'Or

PRIORITÉ : LOGEMENT DIVERSIFIÉ ET DE QUALITÉ

Enjeux	Pistes de solutions	Partenaires potentiels
• Déficit d’appartements abordables • Appartements insalubres • Méconnaissance sur qui est responsable de faire appliquer les lois sur la salubrité des logements • Abus et harcèlement de certains propriétaires face aux personnes vulnérables • Manque de connaissances des propriétaires face aux différents services disponibles pour la clientèle vulnérable • Manque de soins à domicile pour les personnes en perte d’autonomie • Augmentation des ménages consacrant 30 % ou plus en frais de logement	• Création d’un comité logement multidisciplinaire (Ex. : Porte-clés à Québec) • Développer un fonds d’aide • Développer des projets de chambres avec services spécialisés (personnes marginalisées et/ou en perte d’autonomie) • Développer une ressource pour créer une banque de logements disponibles et recevoir les demandes d’aides des propriétaires pour des interventions spécialisées	• OMH • Municipalités • Entrepreneurs privés • Centres autochtones • Institution d’enseignement • Organismes communautaires
FORCES	OPPORTUNITÉS	
• Parc résidentiel diversifié (RPA, OMH, logements, etc.) • Bonnes conditions salariales des minières • Programme de la SCHL • Terrains disponibles • Organisme accrédité pour développer le logement abordable • Comité consultatif sur le logement à la Ville de Val-d’Or • Règlement de la Ville de Val-d’Or d’interdiction de louer à des travailleurs (fly in fly out) • Construction de logements adaptés aux travailleurs	• Construction d’unités locatives • Droits de douane sur les produits du bois • Développer un partenariat avec le privé • Diversifier les types de constructions (minis maison, plex, coopératives, etc.) • Modifier la réglementation municipale (accepter différents types de constructions) • Développement et/ou simplification de programmes gouvernementaux pour la rénovation et/ou la construction de logements • Mise en place d’incitatifs à la construction	
FAIBLESSES	MENACES	
• Absence de comité sur le logement multidisciplinaire • Coûts de construction élevés • Coûts des logements élevés • Offre limitée de logements abordables • Surpeuplement et logements inadaptés • Vieillessement de la population (pression sur les logements adaptés) • Complexité des réglementations et lourdeur administrative de la SHQ • Manque de personnels dans certains champs d’expertise en construction/rénovations • Longues listes d’attente et complexité d’y adhérer • Nouveaux quartiers difficiles et onéreux à développer (réseau d’aqueducs et d’égouts)	• Inflation • Fly in Fly out (pression sur les prix) • Immigration massive • Augmentation de la pauvreté (itinérance) • Déclin de la diplomation • Étalement urbain et accès aux services • Rénoviction	

PRIORITÉ : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ENJEUX	PISTES DE SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
• Hausse importante des demandes d'aide alimentaire • Coût de la vie et inflation alimentaire • Itinérance en forte augmentation • Difficultés d'accès physique à l'alimentation • Vulnérabilité des familles et des étudiants • Jeunes plus difficiles à rejoindre pour développer des compétences • Vulnérabilité des familles et des étudiants	• Encourager l'agriculture locale • Développer l'agriculture urbaine (jardins communautaires) • Offrir des formations en saine alimentation • Réduire les déserts alimentaires • Développer un service de transport pour un meilleur accès aux aliments • Soutenir les marchés publics • Développer un cours de littératie alimentaire • Développer des agents multiplicateurs (message commun)	• CBVO • Banques alimentaires réparties dans les pôles • Institution d'enseignement • Organismes communautaires • Centres autochtones • Cuisines collectives • Comités SA-SA
FORCES	OPPORTUNITÉS	
• Écosystème de concertation solide (SA-SA locaux et MRC) • Engagement plus fort d'entreprises pour soutenir la banque alimentaire • Organisation structurée des paniers de Noël • Trajectoires d'urgence dans les 3 pôles • Accompagnement offert à la banque alimentaire • Fonds d'urgence dans les tables jeunesse • Offre éducative et préventive bien implantée (clubs des petits déjeuners, brigade culinaire, atelier 5 épices, équipe santé publique) • Marchés publics dynamiques dans les 3 pôles • Mutualisation du transport à Malartic • Initiatives locales (frigos communautaires, garde-manger, jardins, etc. • Gratuité du Taxibus pour les déplacements vers les épiceries)	• Mutualiser les transports de denrée • Mise à jour et complétion du portrait partiel du territoire nourricier • Mettre en œuvre des initiatives à partir du portrait du transport des denrées • Mettre en œuvre des initiatives à partir du portrait statistique des denrées distribuées et des repas servis • Ouverture du CBVO pour accueillir des groupes de cuisines collectives • Nourris AT • Concertation territoriale • Soutien financier aux marchés publics	
FAIBLESSES	MENACES	
• Coûts élevés du transport pour les zones éloignées • Manque de transport • Dépendances à 2 grandes chaînes alimentaires • Peu de production régionale au niveau alimentaire • Diminution des maraîchers • Marchés publics restreints • Pénurie de main-d'œuvre et bénévoles • Faible niveau de littératie • Épiceries vendent au rabais plutôt qu'offrir en don • Retrait du fonds d'urgence de Malartic	• Instabilité économique et géopolitique (guerre en Iran, droits de douane, etc.) • Changements climatiques affectent la production agricole • Coupes budgétaires • Critères de financement ne correspondant pas aux réalités • Dégradation de la qualité de l'information nutritionnelle • Affaiblissement des compétences alimentaires (retrait des cours d'économie familiale)	

PRIORITÉ : PRÉVENTION ET INTERVENTION PRÉCOCE

ENJEUX	PISTES DE SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
- Augmentation préoccupante des retards de développement chez les 0-5 ans - Hausse des comportements difficiles - Besoin accru d'interventions individuelles - Vulnérabilité croissante des familles et multiplication des facteurs de risque - Accès difficile aux services spécialisés et délais d'attente importants - Pression importante sur les organismes communautaires et les milieux éducatifs (épuisement, financement fragmenté, etc.) - Manque de places en services de garde éducatifs - Fragmentation des services et manque de collaboration intersectorielle - Éloignement des services spécialisés - Variabilité de l'offre dans les pôles - Environnement socioéconomique fragile dans certains secteurs - Financement inéquitable dans les 3 maisons de la famille	- Renforcer la concertation et l'action collective - Améliorer l'accueil, l'accompagnement et la trajectoire des familles - Renforcer les ressources de proximité - Amener les services spécialisés dans les milieux - Outiller et soutenir le personnel éducateur - Investir dans la prévention auprès des familles - Adapter les environnements pour soutenir le développement global des tout-petits	- Institution d'enseignement - Services de garde éducatifs - CPE - Centres autochtones - Tables jeunesse - RLP Jeunesse Vallée-de-l'Or - Comité d'intervention précoce - Maisons de la Famille
FORCES	OPPORTUNITÉS	
- Mobilisation forte des acteurs, intervenants(es) engagés - Structures de concertation actives : (RLP Jeunesse, Continuum 0-5 ans, tables jeunesse, comité d'intervention précoce) - Réseau communautaire solide - Présence d'initiatives structurantes (agir tôt, continuum 0-5 ans, stimulation précoce) - Expertise fine des éducatrices et intervenants, proximité avec les familles - Bonne collaboration entre milieux (CPE, écoles, communauté, santé, communautaire)	- Volonté gouvernementale favorable à la prévention, aux familles et à la lutte contre la pauvreté - Développement du réseau des services de garde (nouvelles places, nouvelles installations) - Renforcement des partenariats intersectoriels (santé, CPE, organismes, municipalités) - Ouverture croissante à collaborer autrement (clarifier les rôles, harmoniser les pratiques, créer des trajectoires claires) - Volonté de renforcer la concertation autour du développement social et renforcer la cohésion dans les actions - Télésanté et outils numériques favorisant l'accès dans un territoire vaste - Momentum social et politique autour de l'importance d'agir tôt - Opportunité de renforcer le rôle et la reconnaissance des organismes communautaires	
FAIBLESSES	MENACES	
- Manque de ressources humaines spécialisées (orthophonie, ergo, psycho, pédiatrie) - Manque d'éducatrices - Système saturé, délais d'attente et listes interminables - Fragmentation des services, manque de coordination formelle et continuité fragile - Manque de financement stable et lourde reddition de comptes - Difficulté à rejoindre certaines familles vulnérables, isolement, choc culturel - Obstacles géographiques – distances, transport non accessible - Augmentation des demandes et complexification des problématiques	- Instabilité politique et fragilité du financement public, risque de compressions budgétaires - Pression économique (inflation, coût du logement, insécurité alimentaire) - Pénurie persistante d'éducatrices et de professionnels spécialisés - Changements aux politiques d'immigration affectant familles et ressources recrutées - Arrivée rapide de familles immigrantes non préparées et fortement stressées - Complexité accrue des problématiques sociales (santé mentale, surcharge parentale, pauvreté) - Fluctuations économiques régionales accentuant les vulnérabilités - Effet cumulatif : surcharge des services et détérioration du bien-être des intervenants	

PRIORITÉ : SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

ENJEUX	PISTES DE SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
• Manque de ressources humaines et financières • Augmentation des besoins de la population • Pression accrue sur les équipes pouvant réduire la participation à certaines instances ou projets • Financement insuffisant (à la mission) • Lourdeur administrative • Manque de reconnaissance du travail des organismes • Épuisement du personnel et conditions de travail exécrables • Grand territoire (accès aux services et activités difficiles) • Ressources spécialisées limitées • Méconnaissance entre les organismes	• Augmenter la visibilité des organismes • Réduire la stigmatisation associée aux demandes d'aide • Renforcer la collaboration entre les organisations • Simplifier les processus administratifs • Meilleur financement à la mission • Mutualisation des ressources humaines et/ou matérielles • Développer des accorderies • Développer des initiatives lucratives • Organiser un gala reconnaissance des organismes communautaires ou l'ajouter aux 3 galas des entreprises (rayonnement communautaire) • Organiser des balados, vidéos, capsules ou autres sur les différents organismes • Mettre en place une permanence ou ressource de coordination	• Organismes communautaires • Municipalités • CISSSAT • MRC • Service Québec • RLP Jeunesse Vallée-de-l'Or
FORCES	OPPORTUNITÉS	
• Bonne structure de concertation • Fort engagement des équipes et des bénévoles • Ancrage solide dans les communautés • Volonté de travailler en partenariat • Gala reconnaissance du CALACS	• Renforcer la collaboration entre les organismes • Créer davantage de lieux d'échanges et de concertation • Consolider une enveloppe de financement stable et récurrente • Reconnaître le rôle structurant des organismes communautaires • Coconstruire une démarche en développement social viable permettant de renforcer les collaborations et de mieux coordonner les trajectoires de services et les initiatives concertées	
FAIBLESSES	MENACES	
• Financement insuffisant • Manque de visibilité des organismes • Manque de reconnaissance du rôle communautaire • Rareté de ressources spécialisées • Grand territoire (distances importantes) • Manque d'activités et/ou de services dans certaines municipalités éloignées	• Augmentation des besoins sociaux • Inflation • Pénurie de main-d'œuvre • Manque de financement • Difficultés d'accès aux services pour les populations éloignées • Augmentation de la demande	

PRIORITÉ : TRANSPORT ET ACCÈS AUX SERVICES

ENJEUX	PISTES DE SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
• Pas de transport collectif entre les 3 pôles • Accès aux services spécialisés difficiles • Taxis pas ou peu présents dans toutes les municipalités • Transport interurbain difficile à rentabiliser • Grand territoire • Vieillessement de la population • Manque de fiabilité ou de constance de certains transporteurs • Climat • Exclusion sociale • Diversité des biens • Accès aux services scolaires (Cégep/Université) • Accès à la culture • Méconnaissance de certains services • Pénurie de main-d’œuvre • Services de transport peu présents en ruralité • Commerces/services spécialisés sont concentrés à Val-d’Or	• Partenariat entre les divers transporteurs existants • Développer un service interurbain entre les 3 pôles • Développer un service de covoiturage • Développer des services d’autopartage/vélopartage • Bonifier les services de transports actuels • Mutualisation des ressources • Supporter les initiatives de transport	• Municipalités • Taxi-bus • Taxis • Transports adaptés • Coup de pouce • Institutions d’enseignement • Autobus Maheux • Centres autochtones • Organismes communautaires
FORCES	OPPORTUNITÉS	
• Service de Taxi-bus • Jeudi gratuit (pour le transport dans les épiceries) • Services d’Autobus Maheux • Présence de 3 Transports adaptés • Présence d’un aéroport majeur • Service de location de voitures • Présence du train de passagers • Pistes cyclables • Augmentation des transports effectués par certains organismes	• Développer des chauffeurs bénévoles • Études sur les flux de déplacements • Développer une application pour le covoiturage • Nouveaux besoins reliés au vieillissement de la population	
FAIBLESSES	MENACES	
• Pas de plan de transport sur le territoire • Détenir une carte de membre obligatoire pour certains transports • Difficile à rentabiliser • Réservations à l’avance • Population restreinte • Disponibilité limitée des transporteurs	• Changements contraignants de réglementations au niveau du transport de personnes • Diminution des aides financières gouvernementales • Inflation	

PRIORITÉ : INCLUSION ET PARTICIPATION SOCIALES

ENJEUX	PISTES DE SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
• Manque de cohésion • Redonner du pouvoir aux utilisateurs • Population en attente de recevoir les services • Accompagnement des nouveaux arrivants • Manque d’informations et de trajectoires • Manque de valeur commune dans les municipalités • Intégration des clientèles marginalisées • Approche et accompagnement	• Maintenir l’inclusion comme priorité distincte • Documenter systématiquement comment elle interagit avec chaque autre priorité	• Comité des nouveaux arrivants • Municipalités • Organismes communautaires • Tables locales et MRCéenne • Carrefour de la Vallée-de-l’Or
FORCES	OPPORTUNITÉS	
• Présence d’organismes engagés dans le développement social • Premières initiatives déjà existantes en matière d’accueil ou d’intégration • Volonté collective de renforcer la participation citoyenne • Connaissance terrain fine des acteurs communautaires	• Forte demande sociale pour des démarches participatives et inclusives • Arrivée de nouveaux partenaires potentiels (nouveaux arrivants, nouvelles organisations, collaboration intersectorielle) • Programmes gouvernementaux en soutien à l’inclusion, à la mobilité, au logement, etc. • Émergence de pratiques innovantes (médiation culturelle, concertation vivante, outils numériques de participation) • Possibilité de structurer un cadre intermunicipal commun en développement social	
FAIBLESSES	MENACES	
• Manque de cohésion entre acteurs • Manque d’informations et de trajectoires claires • Culture de services centrée sur la réponse aux besoins plutôt que sur l’empowerment • Peu d’espaces de participation citoyenne outillés/formalisés • Intégration des clientèles marginalisées encore difficile • Manque de valeurs communes entre municipalités → résultats inégaux selon les territoires • Manque d’approches uniformes en matière d’accompagnement	• Essoufflement des organismes communautaires → surcharge. • Défis de financement ou financement à court terme seulement • Croissance des inégalités sociales et de l’exclusion • Tensions entre municipalités si les valeurs et priorités ne convergent pas • Isolement géographique et mobilité complexe en région • Fatigue citoyenne face aux consultations répétées sans changements tangibles	

L’inclusion et la participation sociales sont des leviers transversaux qui influencent, notamment, toutes les autres dimensions du développement social que nous avons déterminées à titre de priorité.